



Assemblée générale

Distr. générale
21 décembre 2006
Français
Original : espagnol

Soixante et unième session

Point 130 de l'ordre du jour

Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Diego Simancas (Mexique)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 13 septembre 2006, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante et unième session la question intitulée « Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.

2. La Commission a examiné la question à ses 32^e et 36^e séances, les 15 et 21 décembre 2006. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/61/SR.32 et 36).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport financier et états financiers vérifiés du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, et rapport du Comité des commissaires aux comptes, pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2005¹;

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n^o 5L et rectificatif (A/61/5/Add.12 et Corr.1).



b) Rapport du Secrétaire général sur les incidences financières et autres incidences éventuelles de l'institution d'une prime de fidélisation au Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (A/61/522);

c) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/61/591);

d) Rapport du Secrétaire général sur le premier rapport sur l'exécution du budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2006-2007 (A/61/585);

e) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/61/633).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/61/L.14

4. À sa 36^e séance, le 21 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 » (A/C.5/61/L.14), qui a été présenté par le Président de la Commission à l'issue de consultations officielles coordonnées par le représentant du Chili.

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/61/L.14 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 pour l'exercice biennal 2006-2007¹, ainsi que son rapport sur les incidences financières et autres incidences éventuelles de l'institution d'une prime de fidélisation au Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie²,

Ayant également examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et les recommandations qui y sont formulées³,

Ayant en outre examiné les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴,

Rappelant sa résolution 47/235 du 14 septembre 1993 relative au financement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et ses résolutions ultérieures sur la question, dont les plus récentes sont les résolutions 60/242 et 60/243 du 23 décembre 2005,

1. *Prend note* du premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2006-2007¹, et de son rapport sur les incidences financières et autres incidences éventuelles de l'institution d'une prime de fidélisation au Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie²;

2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations formulées par le Comité consultatif dans ses rapports⁴;

3. *Souligne* qu'il importe de donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et prie le Secrétaire général de lui faire rapport sur les progrès accomplis en la matière dans le cadre du projet de budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2008-2009;

¹ A/61/585.

² A/61/522.

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 5L et rectificatif (A/61/5/Add.12 et Corr.1), chap. II.*

⁴ A/61/591 et A/61/633.

4. *Souligne également* qu'il importe de lui présenter en temps voulu les rapports sur l'exécution du budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires afin qu'elle puisse les examiner comme il convient;

5. *Décide* d'inscrire au Compte spécial du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 un crédit révisé d'un montant brut de 326 573 900 dollars des États Unis (montant net : 297 146 300 dollars) pour l'exercice biennal 2006-2007;

6. *Décide également*, au titre de 2007, de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable en 2007 pour la répartition des dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation, un montant brut de 86 940 250 dollars (montant net : 78 995 675 dollars), qui comprend un montant brut de 10 718 300 dollars (montant net : 9 418 200 dollars) représentant l'augmentation du montant à mettre en recouvrement;

7. *Décide en outre*, au titre de 2007, de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable en 2007 pour la répartition des dépenses des opérations de maintien de la paix, un montant brut de 86 940 250 dollars (montant net : 78 995 675 dollars), qui comprend un montant brut de 10 718 300 dollars (montant net : 9 418 200 dollars) représentant l'augmentation du montant à mettre en recouvrement;

8. *Décide* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des sommes réparties en application des paragraphes 6 et 7 ci-dessus la part de chaque État Membre dans le montant de 15 889 150 dollars dont elle approuve l'inscription au Fonds de péréquation des impôts, lequel comprend un montant de 2 600 200 dollars représentant l'augmentation du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour le Tribunal au titre de l'exercice biennal 2006-2007.

Annexe

Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex Yougoslavie depuis 1991 : exercice biennal 2006-2007

(En dollars des États-Unis)

	<i>Montants bruts</i>	<i>Montants nets</i>
Crédit initialement ouvert pour l'exercice biennal 2006-2007 (voir résolution 60/243)	305 137 300	278 559 400
À ajouter : modifications proposées pour l'exercice biennal 2006-2007 (voir A/61/585)	21 436 600	18 836 400
À déduire : montant estimatif des recettes de l'exercice biennal 2006-2007	(249 500)	(249 500)
Montant révisé du crédit prévu pour l'exercice biennal 2006-2007	326 324 400	297 146 300
Contributions mises en recouvrement en 2006	(152 443 900)	(139 154 950)
Solde à mettre en recouvrement en 2007	173 880 500	157 991 350

	<i>Montants bruts</i>	<i>Montants nets</i>
<i>Dont :</i>		
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres selon le barème des quotes-parts applicable en 2007 pour la répartition des dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies	86 940 250	78 995 675
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres selon le barème des quotes-parts applicable en 2007 pour la répartition des dépenses des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies	86 940 250	78 995 675
